

3

Familles en survie dans un espace défavorisé à Ouagadougou

Marie-Thérèse Arcens Somé

Introduction

Le Burkina Faso est un pays d'Afrique de l'Ouest, carrefour d'échanges dans la sous-région, pays de transit entre les pays sahéliens (Mali et Niger) et les pays côtiers (Ghana, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire).

Aujourd'hui, la commune de Ouagadougou dépasse le million d'habitants (INSD 2007 : 24). À la faveur de la politique de décentralisation (à partir de 1992), la commune de Ouagadougou a été scindée administrativement en 5 arrondissements dans lesquels se répartissent une trentaine de secteurs. L'arrondissement de Boulmiougou (un des arrondissements de Ouagadougou) est administré par un maire et un conseil municipal, élu pour 5 ans.

Le terrain d'étude est le secteur 19 situé en périphérie sud-ouest de la ville de Ouagadougou, dans l'arrondissement de Boulmiougou. La population du secteur est estimée en 2006 à 44 827 habitants dont 21 759 femmes et 23 068 hommes (INSD 2007 : 24).

Le concept « droit à la ville »¹ fait ressortir le droit pour les différents acteurs sociaux d'accéder à l'existant. Pour mettre en pratique ce droit, il faut avoir la capacité de le revendiquer, de s'identifier à un espace donné, de s'organiser et de faire valoir sa place dans la société. Le « droit à la ville » renvoie à la dynamique sociale, à la conscientisation, l'acquisition de capacités et de responsabilisation, dans la transformation de son espace de vie.

Des enfants naissent et grandissent en marge de la ville organisée. Beaucoup parmi eux ont perdu leurs repères familiaux et culturels. Le chômage chronique du chef de famille entraîne bien fréquemment une grande misère et affecte

directement les enfants (Marguerat 2003 : 7). D'autres causes comme la séparation des parents, la violence intra conjugale sont autant de facteurs de plus en plus fréquents dans les familles urbaines. Elles déstabilisent l'enfant et le jettent dans les rues des villes (Marguerat 2003 : 7).

Le secteur 19 n'est pas épargné par ce phénomène. Certains enfants très jeunes ne vivent pas avec leurs parents biologiques pour diverses raisons : divorces, enfants confiés, orphelins. Les parents qui en ont la responsabilité privilégient leurs propres enfants et cela aboutit souvent à la maltraitance, à l'exploitation domestique, aux abus sexuels, à l'indifférence amenant une carence affective pour l'enfant (ADLV/B 2007). La rupture partielle ou totale avec sa communauté villageoise a pour conséquence une carence éducative dans le domaine de la socialisation. Les valeurs traditionnelles qui sont inculquées à travers les rites culturels ne se transmettent plus que partiellement. Sans transmission de valeurs et en échec scolaire, certains enfants grandissent sans véritables repères. Les seules issues qu'ils jugent valables sont les voies de la facilité conduisant à la petite délinquance, pour satisfaire leurs besoins élémentaires.

L'une des plus graves difficultés réside dans l'interruption de la scolarisation chez les enfants en bas âge (niveau primaire). Elle génère un sentiment précoce d'exclusion et un désœuvrement dont les conséquences sont les dérapages dans la délinquance juvénile. Selon Tanon Fabienne (2003), les enfants à Abidjan se retrouvent déscolarisés pour quatre raisons essentielles : la peur de l'enseignant, les travaux domestiques, la pauvreté des parents ou le décès du soutien de famille. À Ouagadougou, selon la perception des enfants, les enfants scolarisés représentent la norme et ceux non scolarisés l'exception (Baux 2007). L'analphabétisme devient un facteur de marginalisation, car il empêche de comprendre la règle sociale, particulièrement en milieu urbain.

Au secteur 19, les enfants et les adolescents sont souvent livrés à eux-mêmes, car le père et la mère sont chacun à la recherche de moyens de subsistance. Ils font différentes expériences dans leur quartier, comme la cigarette, la drogue, la prostitution, loin du regard des adultes censés les protéger.

Cette étude a pour objet d'analyser la dimension de la négociation des moyens d'existence chez les enfants et les adolescents vivant dans un espace urbain défavorisé. Après avoir présenté l'espace de vie précaire dans lequel vivent les familles du secteur 19, nous proposerons une analyse des opportunités qui s'offrent à elles, à travers des interrelations, ainsi que les moyens de subsistance qu'elles utilisent pour survivre et permettre à leurs enfants de se construire un avenir.

Dans cette optique, nous posons les questions suivantes : quels sont les moyens qu'utilisent les familles pauvres pour survivre, sans compétences professionnelles en milieu urbain ? Quels rôles jouent les enfants dans la survie de leur famille ? Quelles sont les opportunités qui leur sont offertes et par qui ?

À partir de ce questionnement, nous voulons montrer dans notre analyse que, malgré les grandes difficultés qui se présentent aux familles résidant dans des espaces urbains défavorisés de la ville de Ouagadougou, un certain nombre d'opportunités leur permet de survivre et de scolariser leurs enfants. Les difficultés de la vie quotidienne poussent les adultes à créer des réseaux de solidarité pour s'ouvrir des perspectives d'avenir meilleur pour eux et aussi pour leurs enfants.

Démarche méthodologique de l'étude

Les résultats d'enquête ont été obtenus à partir de différentes sources : des sources documentaires et des sources d'investigation directe. Trois études ont été exploitées, réalisées par une association dénommée Dunia la vie/ Burkina (ADLVB) entre 2005 et 2008. Elles retracent les enquêtes menées sur un échantillon de 140 familles et 165 enfants et la centaine d'associations que compte le secteur. Les enquêtes ont concerné la vie des enfants en famille, la précarité des parents et la recherche des moyens de subsistance, ainsi que la vie scolaire.

Entre janvier 2008 et novembre 2009, nous avons mené une série d'entretiens de type qualitatif. Nous avons dans un premier temps approché quatre responsables communaux afin de mieux cerner les contours de la zone d'étude. Lors d'une série d'entretiens servant de prétests menée en 2008 et début 2009, nous avons eu des entretiens avec trois structures associatives, cinq femmes et un groupe de cinq enfants sous forme de focus groupe. En 2009, nous avons repris les entretiens après avoir revisité les guides d'entretiens. D'octobre à novembre 2009, nous avons eu des entretiens avec 20 enfants et adolescents scolarisés et trois femmes, au sein de la structure associative Dunia La vie/ Burkina. Parmi ces 20 enfants et adolescents, une jeune fille avait 22 ans et était inscrite en classe de 3^e.

L'objectif de ces entretiens, menés sous forme de récit de vie, était de mettre en exergue, l'évolution sociale et les difficultés rencontrées par des hommes, des femmes et des enfants, dans leur quête quotidienne de bien-être. Parmi les enfants et adolescents, 13 sont au primaire et leur âge varie entre 9 et 15 ans. Les sept autres sont inscrits au collège municipal de Boulmiougou ou dans des lycées privés.

Neuf filles et onze garçons ont participé aux entretiens. Les enfants du primaire ont eu plus de mal à s'exprimer en français, ce qui nous a poussé à discuter dans deux langues, le français et le mooré (la langue locale la plus parlée dans la ville de Ouagadougou). Par contre, les enfants du collège se sont sentis plus à l'aise dans l'expression orale. Les entretiens avec les enfants se sont déroulés dans l'enceinte de l'association Dunia La vie/Burkina (ADLV), qui a ouvert une bibliothèque et un centre d'étude encadré par des étudiants, pour pallier l'incapacité des parents à acheter des livres scolaires et à suivre leurs enfants dans les études.

Organiser une vie de famille

Cadre conceptuel

L'urbanisation exprime, à travers la prolifération du tissu urbain, la concentration croissante des populations et des activités sur un espace limité. Elle est un accès à la modernité, en ouvrant la voie au processus de transformation sociale et politique, impliquant plusieurs générations et plusieurs cultures (Arnaud 1993). L'accession à la propriété est une des caractéristiques les plus essentielles à l'intégration urbaine, et la désintégration sociale permet une appropriation plus rapide de la culture urbaine.

Le périurbain se présente comme un espace en perpétuelle évolution (Golaz et Dupont 2004), situé à l'extérieur de l'agglomération urbaine existante, et dans laquelle des changements socioéconomiques prennent place. Selon la définition qu'en fait Jargowsky P. (cité par Golaz et Dupont 2004),

Les zones périurbaines sont celles qui ont été récemment transformées ou sont en train d'être transformées, de localités repliées sur elles-mêmes en localités qui existent dans une relation continue mais subordonnée à une ville centre importante.

Le secteur 19 de Ouagadougou est situé hors de la ville centre, en milieu périurbain. Il se présente comme un espace relié mais en marge de la ville de Ouagadougou. Il se caractérise par une transformation de sa population et une évolution de sa dynamique sociale. En effet, le secteur est constitué en partie d'une population ancienne, du côté de Noosin, ayant construit un habitat en matériaux solides. Dans sa deuxième partie qui vient d'être lotie, la population est mobile, changeante. L'espace est faiblement construit et demeure dans une précarité évolutive.

La notion de « défavorisé » implique un habitat peu dense manquant de structuration et une insuffisance d'infrastructures collectives. Le quartier de Noosin a été loti et aménagé à partir de 1986, à la faveur du programme d'urbanisation mis, en œuvre par le pouvoir révolutionnaire de 1983. Cette partie du secteur est communément appelée Noosin, mais comprend un autre quartier qui s'appelle Nogomikma (ADLVB 2005). Un second lotissement a été réalisé en 1999 et les bénéficiaires ont commencé à construire leur habitat en 2002. Cette partie est communément appelée Rimkieta mais comprend les quartiers de Nonghin, Sogpelcé, Taonsogo, Komdianoré et Nabitinga. Ce sont en fait des sous quartiers de villages proches qui ont été rattachés au secteur 19. À l'heure actuelle, le quartier de Noosin qui est la partie la plus urbanisée du secteur, ne compte aucune route goudronnée, pas de caniveau et aucun poteau électrique.

Conditions de vie des ménages

Sur 140 familles de l'échantillon d'enquête de l'ADLV/B, le lotissement communal a permis à 123 d'entre elles de devenir propriétaires, alors que neuf sont restés en location et huit familles habitent un logement appartenant à un proche. Seulement,

51 familles ont réussi à construire leur maison en matériaux définitifs. 72 familles ont construit en matériaux précaires (argile). 42 domiciles n'ont pas de clôture. Rimkieta n'a pas encore accès à l'électricité et les familles s'éclairent à la lampe à pétrole.

À Noosin, un certain nombre de ménages n'a pas accès non plus à l'électrification. Bien que les ménages du secteur aient bénéficié d'une campagne d'adduction en eau courante, 83 ménages de l'échantillon n'ont pas de robinet privé, par manque de ressources financières.

Le lotissement de Rimkieta en 1999 a consisté à ouvrir des voies en terre et créer des parcelles pour la construction d'habitation. La parcelle revient à environ 30 000 F CFA par famille². Chaque famille a droit à un espace compris entre 150 à 250 m², selon sa capacité financière. Dans d'autres espaces périphériques de la capitale, les parcelles sont vendues entre 2 500 et 5 000 F CFA le mètre carré. Le secteur 19 est un espace d'habitation de bas standing, dépourvu d'infrastructures d'assainissement et d'équipements collectifs dans le domaine socioéducatif. Les populations de Rimkieta accèdent à l'eau potable majoritairement par des bornes fontaine et des forages. L'ONEA y a installé des conduites pour l'adduction en eau des habitations. Le service est trop coûteux pour la plupart des ménages, comme l'explique une résidente de Rimkieta, mère de 6 enfants, « Parfois on va prendre l'eau à crédit ; et le monsieur aussi il se plaint parce que il a besoin d'argent à la fin du mois pour aller payer ses factures à l'ONEA ».

L'environnement physique n'a pas été structuré, même pour la construction d'habitations. Chaque famille construit sa maison avec ses propres moyens. Les quartiers de Rimkieta et Noosin sont séparés par un bas-fond. Des ponts en terre ont été construits pour permettre aux voitures et engins à deux roues de passer d'un quartier à l'autre. Le quartier de Rimkieta constitue une des limites de la capitale et les familles qui sont situées aux confins de ce quartier trouvent plus bénéfiques de recourir aux services de santé du village le plus proche, Zongon,³ appartenant aussi à l'arrondissement de Boulmiougou. Une femme appartenant à une association⁴ témoigne :

Rimkieta ! C'était un ancien village... Il y a un dispensaire à Zongo et à Nonsin... Il y a une clinique à côté...là-bas c'est cher, parce que la consultation là, c'est 100 F à Zongo. Mais là-bas, c'est 1000 F... tu vas aller prendre 1000 F consulter et payer les produits là avec quoi ?

Il en est de même pour les infrastructures scolaires, qui ont une capacité trop faible pour la population scolarisée du secteur. Certaines écoles publiques recrutent au-delà de leur capacité, souvent avec la complicité de la commune qui leur envoie des enfants pupilles de l'État (orphelins, enfants en grande difficulté, etc.).

Conditions d'éducation scolaire des enfants

De nombreux enfants du secteur sont obligés d'être scolarisés, soit dans des écoles privées, ce qui pose des problèmes d'endettement de leurs parents, soit hors du secteur ; et cela aussi pose le problème de la distance. Une jeune fille de 12 ans explique :

Je vais au lycée à Gounghin, au secteur 9. C'est un lycée privé. J'ai un vélo. Mon frère est au lycée public Marien Gouaby au secteur 3. Lui aussi a un vélo. Mon lycée est loin de chez moi. Je me lève tous les jours à 5h du matin.

Par manque de place dans les institutions publiques, certains sont obligés de chercher des inscriptions dans les collèges privés, d'autant plus que sans l'entrée en sixième⁵ et ayant obtenu le CEP à un âge trop avancé, comme c'est souvent le cas pour les plus pauvres, ils ne peuvent plus avoir accès à l'enseignement public.

Les écoles et collèges privés qui sont installés dans ces espaces précaires ne peuvent pas entrer totalement dans leurs fonds. Les familles payent la première tranche de scolarité et ne peuvent poursuivre le paiement. Certains directeurs d'écoles évitent d'exclure les enfants en retard dans le paiement de leur scolarité. C'est également une forme de solidarité avec les familles en situation précaire. Du même coup, ils ont du retard dans le paiement de salaire des enseignants et certains ne parviennent pas à acheter l'équipement nécessaire pour les classes. Lors de l'enquête sur le système scolaire dans le secteur, menée par l'ADLV/B (2007), un directeur d'école privée témoigne : « Parfois l'école s'endette auprès de certains commerçants pour avancer les salaires en attendant que les familles s'acquittent des frais de scolarité. » Tous n'ont pas cette capacité. Parmi la vingtaine d'enfants interviewés, deux ont été renvoyés de l'école, pour non paiement de la scolarité. Dans un murmure, une jeune enfant m'explique son problème : « Je suis au CM2, je prépare le CEP. Mardi, on m'a chassé de l'école. Mon père est agriculteur. Il m'a dit d'attendre qu'il ait une entrée d'argent pour payer ma scolarité ».

Sur les 165 enfants de l'échantillon, 159 sont scolarisés dans des lycées et collèges environnants et un enfant fréquente une école de couture. Cinq enfants sont déscolarisés (ADLV 2005). Les parents s'obligent à inscrire leurs enfants à l'école, car ils pensent que c'est la voie indispensable désormais pour réussir dans la vie. Mme A., mère de six enfants, témoigne : « J'aide les enfants (pour qu'ils aillent à l'école) ; parce que même le fait de ne pas pouvoir parler (français) nous cause de la peine ; il y a tant de choses qui vous échappent quand vous n'avez pas fréquenté une école ». Son fils aîné a 21 ans, il prépare son BEPC et elle souhaite, s'il réussit à obtenir le diplôme qu'il recherche, il tentera de passer des concours de la fonction publique, afin de permettre à ses autres frères et sœurs d'évoluer également dans leur scolarité. Son second enfant est une fille de 18 ans qui a abandonné l'école pour apprendre la couture. Les autres enfants sont tous inscrits dans un établissement scolaire.

Sur 14 enfants déscolarisés identifiés lors des enquêtes, l'ADLVB en a scolarisé neuf. Parmi eux, deux enfants âgés de 11 ans n'avaient jamais mis les pieds dans une école. Certains parents expliquent qu'ils doivent faire un choix entre leurs enfants pour la scolarisation. C'est le cas d'une mère de famille, en ce qui concerne sa fille qui a abandonné l'école au CM2 sans avoir obtenu le CEPE. Elle a dû quitter l'école parce que sa mère a accouché de jumeaux et avait besoin de son aide pour les entretenir. Son mari est gardien et elle témoigne de leur difficulté pour tenir les enfants scolarisés :

Elle a quitté l'école au CM2. Elle a échoué au CEP, quand je venais d'accoucher des jumeaux. Ces derniers étaient souvent malades et hospitalisés, donc des conditions difficiles. L'année suivante nous n'avons pas pu payer la scolarité et elle a fini par abandonner... Entre temps, elle a demandé à son père de l'inscrire de nouveau, en cours du soir. Il lui a dit qu'il n'avait pas les moyens.

Les filles sont désavantagées dans le cercle familial. Elles doivent aider leur mère quand cette dernière continue de mettre au monde des enfants. La santé des petits enfants grève l'épargne des familles pauvres. Les filles, aînées ou pas, ont pour rôle d'aider la mère à l'entretien des bébés et de permettre aux autres enfants de construire leur avenir à travers la scolarisation, à condition que le chef de famille puisse les inscrire à l'école. La fille a l'opportunité de s'inscrire de nouveau à l'école après avoir perdu plusieurs années à aider sa mère pour l'entretien de ses petits frères et sœurs. Mme B témoigne :

Elle faisait le CP1⁶ et a abandonné l'école pendant 5 ans, pour m'aider à la maison. Il fallait qu'elle reste à la maison pour m'aider car j'accouchais encore. Après, elle a recommencé dans un CP1 encore. Elle a 19 ans, mais à l'école, elle en a 14.

Ces deux cas montrent combien la pauvreté est un poids pour certains enfants au sein des familles, particulièrement les aînés et les filles. Ces dernières doivent sacrifier un certain nombre d'années de leur vie pour s'occuper de leurs frères et sœurs. Elles n'ont par la suite pas toujours l'occasion de reprendre leur scolarisation. Parfois, les conditions de vie de la famille se dégradent, la santé de la mère se détériore ou le père perd son emploi. Une dame témoigne :

Il (le mari) achetait des chaussures ou bien des montres, des lunettes, c'est ça qu'il vendait. Mais actuellement il ne fait plus rien, ça ne marche plus... Quand je n'étais pas malade, je partais acheter de la cola que je revendais. Avec les bénéfiques, je nourrissais les enfants. Depuis que je suis tombée malade, je n'arrive plus à faire grand-chose ».

La maladie et les grossesses nombreuses finissent par miner la santé des mères de famille. Migrants passives (Sévédé-Bardem 1997 : 213), ayant suivi leur conjoint, elles vivent leurs activités et pratiques quotidiennes à travers leur culture et leurs connaissances du monde. Elles pensent que le premier rôle d'une femme est la création d'une famille, nombreuse si possible, et l'entretien du foyer. C'est à ce

titre, en plus que peu d'opportunités se présentent à elles, qu'elles sacrifient plusieurs années de vie de leur fille aînée, pour l'entretien des autres membres de la famille. Cela participe à l'apprentissage et au savoir faire que doit avoir une jeune fille. Elles ont néanmoins l'intuition que la scolarisation pourrait permettre aux filles d'échapper au cercle de la pauvreté. En effet, à partir d'un certain niveau d'instruction, de nouvelles opportunités s'offrent autant aux filles qu'aux garçons.

De faibles opportunités malgré les obstacles

Il est vrai que l'on rencontre de nombreuses déscolarisations tout au long du cycle primaire, mais un certain nombre d'enfants pauvres, étudiant dans des conditions difficiles, parviennent jusqu'au niveau du CEP. Là est le premier obstacle à surmonter pour la grande majorité, pour plusieurs raisons : l'âge en est une, les ressources financières en sont une autre. Pour pouvoir passer l'entrée en sixième, il y a une limite d'âge (12 ans) que beaucoup d'enfants issus de familles pauvres ont dépassé, à cause d'une part, du retard dans la première inscription, et d'autre part des nombreux redoublements. Les redoublements successifs sont la plupart du temps dus à un manque de concentration à cause de la faim. Ces enfants ont avec beaucoup de peine un repas par jour, qu'ils obtiennent généralement à la fin de la journée. Un jeune garçon résidant dans la partie extrême de Rimkieta, non encore lotie, témoigne :

Je vais au collège municipal, en 4^e. J'ai 15 ans. Mon père ne travaille pas et ma mère est commerçante au marché. Je me lève tôt pour aller au collège car je marche et c'est loin. Le matin, je ne mange pas parce qu'il n'y a rien. J'attends l'après midi pour manger. Je viens à la bibliothèque pour apprendre mes leçons car je n'ai pas de livres.

Certains enfants passent le CEP à plusieurs reprises avant de l'obtenir et doivent rechercher des inscriptions dans des collèges privés. Ils n'en n'ont pas les moyens ce qui leur fait interrompre une fois de plus leur scolarisation, cette fois ci pour rechercher un emploi précaire. Avec de la chance, quand leur emploi et leur patron le permettent, ils peuvent de nouveau s'inscrire, en cours du soir. La scolarisation par ce biais, est devenue pour beaucoup d'enfants et d'adolescents, un moyen d'évolution sociale. Un enfant d'une dizaine d'années donne sa perception de la pauvreté : « Une personne pauvre ne peut pas nourrir ses enfants ou leur acheter des habits. Elle est pauvre parce qu'elle n'a pas de travail. Pour avoir un travail, il faut être allé à l'école ». La majorité des enfants interviewés pensent que c'est grâce à l'école qu'ils peuvent éviter la pauvreté. Ils veulent devenir militaire, enseignant, et même ministre.

Opportunités provenant d'initiatives privées

Certaines opportunités se présentent pour les familles pauvres, comme des miracles de la vie. Le récit de cette dame résidant à Rimkieta le montre :

On me conseille d'aller voir le fondateur de l'école (privée) pour voir s'il ne pouvait pas m'aider. Il demande à savoir quel est le problème pour lequel nous sommes venus le voir. Je lui dis que c'est à cause de mes enfants, je suis venue voir s'il y a de bonnes volontés qui pouvaient m'aider. Il a reçu les deux (2) enfants, pour les soutenir ; celui qui a obtenu le CEP, ainsi que le petit frère de celui qui était là, qu'il a choisi de soutenir.

Nous l'avons vu, certains directeurs d'écoles et de proviseurs de collèges et lycées privés se sentent quelque peu solidaires des enfants en situation précaire. Un des rapports d'enquête de l'ADLV/B (2007) met en exergue quelques cas difficiles où des enseignants, avec leur faibles moyens, offrent des cahiers aux élèves les plus démunis, car certains élèves, entre la faim et le découragement, peuvent abandonner en pleine année scolaire, comme le montre le témoignage suivant : « Lorsqu'un enfant manque de matériel, le maître peut le réclamer plusieurs fois avec insistance auprès de l'élève. Si cela reste vain, la tension monte entre le maître et l'enfant. Si l'enfant est découragé, trop découragé, il arrête l'école ».

Les enfants les plus démunis obtiennent une aide de la municipalité. En effet, celle de Boulmiougou a un service social qui recense dans l'arrondissement tous les enfants et familles en grande difficulté. Les familles reçoivent à plusieurs reprises au cours de l'année des vivres et des vêtements. Les enfants sont placés dans des écoles publiques, les fournitures leur sont offertes et leur scolarité payée, comme les pupilles de la nation, les orphelins pris en charge par l'État. Les familles doivent faire la démarche pour s'inscrire sur la liste des indigents du service d'action sociale de la mairie. Cette même dame qui a été aidée par un proviseur de lycée privé s'est présentée trop tard à la municipalité pour faire prendre ses enfants en charge. Elle témoigne :

Un jour que je suis revenue de voyage on avait demandé aux enfants de dire à leurs mères qu'elles sont attendues à l'école. Il était question d'aller à la mairie où une aide avait été prévue pour les enfants de parents démunis ; quand je suis allée à la mairie, on m'a dit qu'il était question de tenues à coudre, mais ils étaient déjà partis. Quand j'ai fait le tour des marchés et obtenu qu'on prenne ses mesures, ils ont dit que son nom n'y était pas (inscrit).

Cette femme n'a pas pu faire prendre en charge ses deux enfants par la mairie. Elle s'est présentée avec du retard pour les démarches administratives, à cause de sa santé défaillante. De plus, pour des analphabètes comme elle, il est difficile d'obtenir toutes les informations à temps, ou de savoir par quel moyen obtenir le service nécessaire. Cela l'a conduit à rechercher de nouvelles opportunités, hors de la sphère municipale. Des personnes à la mairie lui ont suggéré d'aller voir le

proviseur d'un lycée situé hors de son secteur, pour lui demander de l'aide. Elle a effectivement reçu un appui de sa part, comme nous l'avons montré plus haut. Dans sa quête de soutiens, elle a montré une grande détermination à scolariser ses enfants. Dans son récit de vie, elle explique que c'est à partir du 4^e enfant qu'elle tente de les scolariser car le défi économique était trop rude auparavant pour la famille, dont le chef de famille est sans emploi. Elle s'est rendue compte que ses enfants souffraient de leur analphabétisme. Ils ne parvenaient pas à s'insérer dans le réseau social de ces enfants scolarisés et se sentent mis à l'écart. Une jeune enfant scolarisée m'explique :

J'ai des copines. Elles sont toutes dans mon école. Je ne fréquente pas les filles et les garçons qui habitent près de chez moi, car ils ne vont pas à l'école. Certains travaillent dans les ateliers artisanaux.

Les enfants sont conscients des appuis qu'ils peuvent recevoir de la famille et font parfois eux-mêmes des recherches pour obtenir de l'aide. Une fille d'une dizaine d'années affirme que lorsqu'elle a été renvoyée de l'école pour non-paiement de la scolarité, elle est allée voir sa tante qui vit dans un autre secteur et qui est tisserande. Cette dernière lui a promis de lui payer sa scolarité dès qu'elle en aura les moyens.

La marginalité de ces enfants, se fait sentir par leurs difficultés de survie. Elle devient dynamique dès lors qu'ils trouvent les moyens de la contourner, grâce au réseau de solidarité. D'autres enfants n'ont pas ce réseau familial autour d'eux. Une bonne moitié de l'échantillon d'enfants interviewés dans le cadre de cette étude, affirme ne pas connaître le village de leurs parents. Lorsque le couple est séparé, la solidarité familiale se réduit encore plus, laissant la place à la construction de nouveaux réseaux sociaux. Un jeune garçon d'une douzaine d'années nous explique qu'il est né et a grandi en Côte d'Ivoire. Ses parents se sont séparés et sa mère est revenue avec ses enfants à Ouagadougou. Le père, resté en Côte d'Ivoire, leur rend visite de temps en temps : « Quand mon père nous rend visite, ma mère et lui se disputent car il ne laisse pas assez d'argent pour notre entretien. Je lui demande pardon pour qu'il revienne à la maison ». La fréquentation de la bibliothèque de l'association « Dunia la Vie » est un moyen pour lui de se faire de nouveaux amis.

Opportunité venant de structures associatives

Certaines associations participent de façon aussi active, sinon plus, que les relations individuelles, à créer des opportunités aux personnes ayant besoin d'appuis. C'est le cas de l'ADLV/Burkina qui, depuis 2006, tente de recenser à travers les enfants avec lesquels elle travaille, les familles en grande difficulté de survie. Elle offre un appui au niveau scolaire, en vivres et en vêtements. Des associations dans d'autres domaines, sont également sollicitées par ces acteurs, en rupture culturelle et sociale. Ces derniers négocient avec des structures de santé communautaire. L'Association African Solidarity (AAS) au secteur 11 de la ville de Ouagadougou, le centre de

santé islamique Ahmadiya au secteur 8, ECLA (Être Comme les Autres), sont très sollicités par les personnes démunies en quête de soins de santé. Ces centres apportent des appuis sous forme de soins médicaux (médicaments, perfusion, prises en charge diverses) ou de distributions de vivres et de vêtements. Mme A explique :

Je n'ai pas pu aller voir quelqu'un à la mairie pour qu'on m'aide, et c'est la première fois que je viens ici (ADLV/B). Là où j'ai été c'est AAS. Là, là-bas on me donne seulement des comprimés, ce qu'ils ont sur place ; si je viens avec une ordonnance, ça ne marche pas ; une ordonnance, ils ne donnent pas. Mais s'il y a des produits qu'ils ont là-bas, c'est ça qu'on me donne.

Le dispensaire de ECLA est basé au secteur 19, dans le quartier de Noosin. Il appartient à une association qui œuvre pour la promotion des handicapés, considérés comme une catégorie vulnérable au sein de la population. Le médecin du dispensaire témoigne⁷ :

La plupart du temps, c'est au cas par cas ; c'est nous-mêmes qui constatons que l'individu n'a même pas d'argent pour payer la consultation. Il y a beaucoup de gens qui ne savent pas qu'il faut aller à la mairie pour prendre un certificat d'indigence pour bénéficier de la gratuité au niveau des structures, des services publics et même privé ! Si le papier est là, on ne peut pas te refuser. Il y a un enfant, son père est aveugle, sa mère, c'est elle qui, je crois, se débrouille pour pouvoir s'occuper de la famille et c'est elle qui a amené l'enfant. Tout le temps l'enfant a des problèmes digestifs. Nous avons fait l'échographie et nous avons constaté que c'est une appendicite en voie même de perforation. Nous on a appelé un autre jeune, un étudiant et on lui a dit d'amener l'enfant à l'hôpital (Yalgado) parce que la maman ne pourra même pas faire les soins ; donc j'ai fait un papier pour dire qu'il est indigent, j'ai désigné des gens qu'il faut aller voir à l'hôpital. Ils ont fait comme ça et l'enfant a été opéré. 10 jours après, ils sont revenus ici avec la maman j'ai dit aux infirmiers, faites son pansement gratuitement .

Opportunités provenant de l'assistance municipale

En plus de l'aide que peuvent apporter les élus municipaux, à des associations ou à des individus, il y a l'assistance, la plus régulière et la mieux organisée, provenant de la mairie. Malgré la faiblesse des moyens, tant humains que matériels, la municipalité a mis en place un cadre institutionnel pour assister les plus pauvres dans l'arrondissement. Un service social est installé à la mairie, avec une éducatrice sociale qui en est responsable. Elle reconnaît la faiblesse des moyens de la mairie, mais plusieurs dizaines d'enfants survivent grâce à cette aide. Elle prend en charge un certain nombre d'enfants et d'adolescents, orphelins qui vivent seuls au domicile de leurs parents, sans électricité et sans eau. Elle leur rend visite au moins une fois par trimestre à domicile, pour leur déposer des vivres. Son grand handicap est la

vétusté du véhicule de son service qui est utilisé également par d'autres services municipaux, et surtout le manque régulier de carburant.

La responsable du service de l'action sociale de la mairie se déplace également dans les établissements scolaires dans lesquels elle a fait placer les enfants en grande difficulté. Au début, elle donnait les kits de fournitures aux établissements directement pour qu'ils fassent la distribution. Beaucoup d'orphelins et d'enfants démunis n'obtenaient pas leurs fournitures. Pour toucher directement les enfants, elle fait une fois par trimestre, le tour des trois circonscriptions scolaires (Boulmiougou, Ouaga 7 et Ouaga 8, qui comptent une cinquantaine d'écoles primaires).

Certains enfants sont orphelins d'un parent ou des deux. Parfois ils ont pu être placés en famille d'accueil mais ce n'est pas le cas pour tous.

La mairie a prévu une aide financière pour les enfants scolarisés, en situation précaire. Cette aide leur est octroyée lors d'une cérémonie, dans l'enceinte de la mairie. Le maire fait une remise de fournitures aux enfants les plus méritants. Sont concernés les premiers de chaque classe du primaire, des écoles publiques et certaines écoles privées. Un arbre de Noël est également organisé au profit des enfants en difficulté de l'arrondissement, scolarisés ou pas.

À la recherche de moyens d'existence

La recherche des moyens d'existence diffère selon que l'on soit un enfant, un homme ou une femme. Elle s'avère difficile pour tout le monde car les acteurs sociaux au secteur 19, n'ont pas de compétences professionnelles et de formations qui puissent leur ouvrir des perspectives d'emplois permanents et bien rémunérés. Les femmes s'activent dans le petit commerce, c'est-à-dire la vente d'arachides, de fruits, de beignets, font le concassage de cailloux et le tamisage de sable. Mme B. témoigne : « Je balaie le sable ; je vends le sable (aux entreprises de construction) ».

Les hommes construisent des briques en banco dans les bas fonds, vendent des biens de consommation courants (lunettes, casquettes, etc.), ou offrent leur service comme aides-maçons, manutentionnaires, etc. En ce qui concerne les enfants, les garçons vendent au détail sur les trottoirs ou sont des apprentis dans des petites entreprises du secteur informel :

Je suis en deuxième année de collège. En fin d'année scolaire, mon père m'emmène chez mon oncle qui a un atelier de menuiserie au secteur 21 et j'y travaille durant toutes les vacances.

Un autre enfant explique :

Je suis au CM2. Pendant les vacances, j'achète les cartes de crédit de téléphone et je vais au centre ville pour les revendre. Je n'ai pas d'endroit précis où les vendre, je déambule dans la ville jusqu'au soir.

Ces activités sont précaires, parfois quotidiennes et ne permettent qu'une survie, sans projection sur l'avenir. Pendant la saison des pluies, les familles s'adonnent à la culture de céréales ou de légumes autour de leur concession : mil, maïs, gombos, aubergine africaine, haricot, etc. Le quartier de Rimkieta se transforme à cette période de l'année en un village, où il est difficile de retrouver sa route quand on n'y réside pas. L'avantage de cette activité saisonnière est qu'elle donne à de nombreuses familles périurbaines des moyens temporaires de subsistance. Une jeune scolaire nous dit :

Mon père est agriculteur. Pendant l'hivernage, il cultive dans les champs situés après Rimkieta. Je vais l'aider avec mon frère pour cultiver, mais ma mère ne nous accompagne pas car elle est commerçante au marché de Baskuy (au secteur 11).

Très peu d'activités lucratives sont offertes aux jeunes filles sans formation. Avec le niveau de fin d'étude primaire, elles peuvent proposer leurs services comme domestiques, aide coiffeuses, couturières ou dans les télé centres.⁸ Certaines activités sont difficiles à recenser ou à mesurer. C'est le cas de la prostitution, qui existe bel et bien au secteur 19. Le maire de la commune de Ouagadougou a lancé une grande campagne de répression, donnant un délai pour la fermeture des maisons closes, jugées inquiétantes du point de vue sanitaire. La plupart de ces maisons reçoivent des filles dans des chambres exigües et insalubres, avec comme seul mobilier des nattes posées sur le sol. Elles sont trois ou quatre par pièce. Il est difficile au secteur 19 d'approcher ces filles car aucune n'avoue publiquement exercer cette activité. Les femmes de l'association Ratamanégré s'expriment sur ce sujet :

Il y en a mais ce n'est pas beaucoup (les chambres de passe) ; ça vient un peu un peu... est-ce que ce n'est pas en construction seulement ? Non il y en a pas ; moi-même j'ai entendu parler de ça mais c'est vers...Noguin... (Rimkieta) vers la cité là aussi... sinon il y a quelques maisons mais ce n'est pas encore beaucoup...ça doit être le seul coin d'ailleurs...l'autre c'est au temps du non loti que ça existait. Celle qui existe aujourd'hui est collée avec une école même ! Donc vous voyez que ce n'est pas normal !

Autant certaines activités, aussi illicites puissent-elles être, sont avouables, autant d'autres ne le sont pas. Mais elles figurent parmi les activités auxquelles les femmes en particulier auront recours en cas d'extrême nécessité. De plus en plus de jeunes adolescentes, scolarisées ou pas, s'adonnent à la prostitution et cela n'implique pas toujours un paiement en argent. Le service peut être payé en nourriture, en vêtements ou même en produits de toilette (Sévédé-Bardem 1997 : 177). La prostitution offre à ces adolescentes, des opportunités pour échapper à la monotonie de leur vie faite de privations et de frustrations. Elle n'est dérangeante que par le regard que lui jette la société burkinabé, évoluant dans le puritanisme, et qui en fait un délit à partir de 1983 (Sévédé-Bardem 1997 : 176).

Le ramassage de sable et le concassage de gravillons se mènent dans les bas-fonds. La poussière soulevée, causant des maladies et les risques réels d'éboulement en ont fait une activité interdite. Malgré cela, les femmes, les plus pauvres, n'ayant aucun autre recours, les pratiquent au vu et au su de tout le monde, même du service de l'action sociale de la mairie. Cette dernière a parfois envoyé des femmes pour mener ces activités, faute de n'avoir rien à leur proposer.

Ces activités précaires offrent aux familles la possibilité d'obtenir un repas par jour. C'est important, car beaucoup d'enfants vont à l'école à jeûn. Un jeune élève du primaire donne son témoignage :

Je me lève à 6 h du matin, je me lave, je mange quand il y a des restes de la veille. Sinon je pars à l'école et j'attends midi pour manger. Mes copines me donnent à la récréation une partie de leur goûter.

Les repas sont insuffisants, qualitativement et quantitativement. Les enfants se battent pour en avoir la plus grosse part, et une maman interviewée exprime son désarroi et son déchirement à voir ses enfants se disputer à longueur de journée à cause du repas insuffisant de la journée. Cela est un moyen de survie, plutôt que de subsistance, offert à la famille, dans sa quête quotidienne, dans un milieu urbain défavorisé.

Conclusion

La famille constitue pour beaucoup d'enfants et d'adolescents, une opportunité non négligeable pour négocier des moyens d'existence. Quels que soient les obstacles qui s'érigent devant eux, les enfants ont la capacité de les contourner et de créer des opportunités qui les amoindrissent. Ces opportunités, aussi petites soient-elles, leur permettent de se socialiser par la scolarisation ou le travail, afin de survivre dans un milieu urbain difficile.

Dans ces espaces urbains défavorisés, on y trouve de plus en plus de femmes, chefs de famille, avec un certain nombre d'enfants sous leur responsabilité. Pour s'en sortir, elles tissent des relations avec des individus ou des structures, et développent ainsi des réseaux de solidarité dont leurs enfants sont le centre. Des directeurs d'école, des enseignants, des associations, des dispensaires, des conseillers municipaux et également la municipalité, font partie de ce cadre de réseau relationnel qui se tisse autour de ces familles marginalisées par une précarité tant économique que sociale. En effet, le manque de ressources a poussé un bon nombre de ces familles à quitter leur communauté, pour au final se retrouver dans cet espace urbain défavorisé. En rupture totale ou partielle du lien social et culturel, sans ressources économiques, ces acteurs sociaux, autant enfants qu'adultes, n'ont de cesse de recréer autour d'eux un espace vital. C'est un fait inhérent à la condition humaine, qui refuse la marginalisation, en se reconstituant de nouveaux liens de solidarité et d'entraide. En effet, lorsque la marginalité d'un acteur social perd sa

dynamique, le phénomène de la déviance sociale s'exacerbe à son plus haut point, dans la délinquance, voire la folie.

Les enfants et adultes vivent dans ces espaces urbains défavorisés, recherchant des moyens de subsistance, en complément de ceux que leur réseau d'entraide leur fournit. Par manque de formation et de compétences spécifiques, les activités qui s'offrent à eux sont précaires, temporaires et souvent dangereuses, ou illégales. Certaines de ces activités contribuent à détériorer la santé de ces acteurs sociaux, comme par exemple la prostitution ou le ramassage de sable. Dans un autre quartier de la ville de Ouagadougou, des jeunes hommes et femmes traitent le granit en brûlant des pneus usés sur le rocher, faisant fi de l'intoxication qu'ils s'imposent quotidiennement. Le plus souvent, les autorités municipales interviennent peu, faute de n'avoir pas trouvé un moyen efficace d'éradication de la pauvreté. Parfois sous forme « d'opérations coup de poing », elles réagissent pour pointer du doigt la prostitution de ces pré adolescentes et ces jeunes garçons, ou le danger que courent ces femmes qui raclent le sol à la recherche de sable et de gravillons, risquant de se faire ensevelir sous les éboulements.

Nous avons voulu dans cette étude montrer qu'il existe des moyens de subsistance et des opportunités pour les familles en situation précaire, pour survivre en milieu urbain, mais le prix à payer pour y accéder est souvent lourd. Les enfants jouent un rôle à la fois actif et passif dans la recherche des familles de ces moyens d'existence. Ils sont le centre des sollicitudes, mais recherchent avec les adultes, des moyens d'existence, pour la famille entière. Ce sont les petits vendeurs à la sauvette, au coin des rues, ou apprentis dans certaines entreprises du secteur informel. Les conditions de vie sont difficiles. La faim, le découragement ou la recherche de meilleures conditions de vie sont les causes des nombreuses déscolarisations des enfants vivant en milieu urbain défavorisé.

Cette étude ouvre de nouvelles perspectives d'analyse des conditions de vie et d'évolution des enfants scolarisés, en milieu urbain défavorisé, en se concentrant sur leurs rêves et leurs espoirs, à travers leurs propres récits de vie.

Notes

1. L'ouvrage d'Henri Lefebvre, philosophe français, *Le droit à la ville*, est paru avant les événements de 1968, pour dénoncer la question du logement qui ne prenait plus en compte la problématique de la socialité dans les cités urbaines, mais considérait plutôt la fonction de loger.
2. Information émanant d'un conseiller municipal de la mairie de Boulmiougou.
3. Lors des inondations qui ont touché la capitale du Burkina Faso le 1er septembre 2009, de nombreuses habitations ont été détruites particulièrement dans les quartiers pauvres comme Rimkieta. Le pont reliant Rimkieta et Noosin est tombé et une grande partie des habitations de Zongo s'est écroulée au cours de cette longue pluie qui a duré plus de 12 h de temps.

4. Entretien avec une dizaine de femmes de l'association Ratamanégré de Rimkieta sous forme de focus groupe, en octobre 2008.
5. Il s'agit d'un concours que les enfants du CM2 passent pour obtenir une place dans un collège, un lycée public.
6. Dans le système scolaire français, le CP1 correspond à la grande section où les enfants apprennent à lire, à écrire et à compter.
7. Extrait de l'entretien avec le médecin de l'association ECLA en avril 2009.
8. Ce sont des centres de téléphonies privées qui fonctionnent de moins en moins bien depuis le développement du téléphone portable.

Références

- Arnaud, M., 1993, *L'urbanisation en Afrique de l'Ouest. Mécanismes et logiques*, Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable, Centre de documentation de l'urbanisme (CDU), France.
- Baux, Stéphanie, 2007, « Discours sur l'école et représentations du système scolaire à Ouagadougou », *La question éducative au Burkina Faso, Regards pluriels*, Félix Compaoré, Maxime Compaoré, Marie-France Lange et Marc Pilon (dir.), Paris-Ouagadougou, IRD/CNRST.
- Golaz, V., et Dupont, V., 2004, *Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles*, Compte rendu de l'atelier de Delhi (25-27 août 2004), INED, IRD, CSH. France.
- Jargowsky, P., 1997, *Poverty and Place: Ghettos, Barrios, and the American City*, New York, Russell Sage Foundation.
- Marguerat, Yves, 2003, « À la découverte des enfants de la rue d'Abidjan : des visages et des chiffres pour les comprendre », Marguerat, Y. (dir.). *Garçons et filles des rues dans la ville africaine. Diversité et dynamique des marginalités juvéniles à Abidjan, Nairobi, Antananarivo*. Rapport de l'équipe de recherche « Dynamique du monde des jeunes de la rue ». Recherches comparatives sur l'évolution de la marginalité juvénile en Afrique et à Madagascar. Paris, EHESS.
- Institut National de la Statistique et de la Demographie, 2007, Ministère de l'Économie et du Développement, Bureau Central du recensement, *Résultats préliminaires*, 2007, Burkina Faso.
- Sévédé-Bardem, I., 1997, *Précarités juvéniles en milieu urbain africain*. « Aujourd'hui, chacun se cherche », Paris, L'Harmattan.
- Tanon, F., 2003, « L'attribution causale chez les jeunes marginalisées abidjanais. Étude des deux groupes d'enfants de la rue », in : Marguerat, Y. (dir.). *Garçons et filles des rues dans la ville africaine. Diversité et dynamique des marginalités juvéniles à Abidjan, Nairobi, Antananarivo*. Rapport de l'équipe de recherche « Dynamique du monde des jeunes de la rue », Recherches comparatives sur l'évolution de la marginalité juvénile en Afrique et à Madagascar, EHESS, Paris (France).